



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article984>

Contribution de l'EE à l'entrée du CDFN (septembre 2011)

- FSU - CDFN - CDFN Antérieurs -



Description :

Le rapport de l'INSEE sur la pauvreté en France a révélé un insupportable et rapide creusement des inégalités sur fond de chômage de masse et de précarité. Des pauvres plus nombreux (plus de 8 millions), toujours plus pauvres, et des riches jouant de la spéculation et des déséquilibres sociaux mondiaux. La faute à la crise de 2008 ? Argument fallacieux mais largement utilisé pour justifier la politique du quinquennat Sarkozy : cadeaux fiscaux aux plus riches et réduction des services publics...

L'École Émancipée

Texte téléchargeable en bas de page.

Indignés de tous les pays...

Six mois à peine après un « printemps arabe » porteur d'espoirs qui continue de soulever le Maghreb et le Proche-orient, la contestation contre les plans de rigueur imposés aux peuples par les gouvernements et le FMI continue de s'étendre. Cet été, c'est par centaines de milliers que des jeunes, scolarisés ou non, des salariés, des précaires ont manifesté de Tel Aviv à Santiago, de Londres à Madrid, Rome ou Athènes. Refus des conséquences des politiques néolibérales, questions de démocratie, santé ou éducation, sont au cœur des revendications des « indignés » ou « révoltés ». En Europe et dans le monde, la fronde monte, cette révolte prend des formes diverses, mais elle est le produit de la même crise. De plus en plus massivement, les peuples refusent de payer les conséquences d'une crise dont ils ne sont pas responsables. Il y a trois ans, lors de l'éclatement de la bulle immobilière, les états sont massivement intervenus, injectant des milliards d'euros, pour sauver les banques et le système capitaliste des conséquences de la crise qu'ils avaient provoquée. La « moralisation » annoncée des marchés financiers n'a pas eu lieu, au contraire. Ce sont maintenant les mêmes banques, les mêmes spéculateurs (y compris au plus haut niveau des gouvernements) qui n'en finissent pas de jouer d'une crise de l'euro organisée pour imposer aux états et aux populations leurs exigences, au risque d'une récession généralisée. Il s'agit de faire payer aux peuples une dette illégitime dont les marchés financiers sont les premiers responsables et les grands bénéficiaires. Dans ses dernières « Perspectives économiques », l'OCDE préconise de poursuivre le « relèvement de l'âge de la retraite » et l'« adoption des pratiques optimales en matière de prestations de soins de santé et d'enseignement » (une injonction de plus dans la voie du tout-managérial !).

...Unissez-vous

Ce devrait être un des axes forts des propositions syndicales, au delà du soutien souvent assez symbolique (jamais inutile !) aux révoltes en cours. Si le capitalisme financier s'est mondialisé, on en est loin au niveau syndical. Ce qui se joue aujourd'hui, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe, montre l'urgence de tisser davantage de liens internationaux, d'avancer sur des mobilisations convergentes. Des rendez-vous de mobilisation se construisent, en particulier la rencontre européenne à Londres, initiée par Coalition of Resistance qui organise une « Conférence contre l'Austérité et la Privatisation ». Le contre-sommet du G20 à Cannes début novembre sera une échéance importante qui portera de façon centrale le refus des politiques d'austérité (Inégalités, austérité : y'en a marre !), la volonté de désarmer les marchés (La vie, pas la bourse).

Une « dette publique » à déconstruire

En France aussi, les arguments de la dette publique et de la menace de dégradation des agences de notation sont instrumentalisés au profit des bénéficiaires du bouclier fiscal et du maintien au pouvoir de la droite néo-libérale. Le rouleau-compresseur qui est passé en force sur les retraites, qui a écrasé déjà nombre de libertés et de services publics, n'a pas fini sa besogne. C'est dans ce contexte que le gouvernement Fillon, qui mène une politique d'injustice sociale caractérisée, ose expliquer que les « efforts doivent être équilibrés » et poursuit la destruction systématique des services publics au nom de la réduction des dépenses publiques ! Pour convaincre de la légitimité et de la priorité à accorder aux dépenses sociales, il y a urgence à contrecarrer les faux arguments de panique bancaire et de déficits accumulés en menant une campagne publique qui s'appuie sur l'audit proposé par Attac (avec comme objectif un moratoire sur la question du remboursement de la dette).

Partout, continuer à mobiliser...

Parce que tous les secteurs, tous les terrains sont touchés, partout il y a lieu de poursuivre explications et mobilisations. Gouvernement et MEDEF s'entendent pour user de la fragilisation de l'euro, des pressions spéculatives sur les États pour accentuer les politiques de rigueur budgétaire, faire pression sur les salaires, remettre en question les droits fondamentaux à l'Éducation, à la Santé. Pas facile après de dures luttes comme celle sur les retraites restée sans lendemain, pas facile dans un contexte de division syndicale exacerbé par la perspective des prochaines élections professionnelles dans la Fonction publique et de leur enjeu sur l'avenir des structures syndicales. Pourtant, déjà des luttes se poursuivent ou s'annoncent : opération vérité le 24 septembre dans la Santé, actions à la Culture, chez les personnels santé-sociaux... Le renforcement de l'arsenal répressif contre les sans-papiers, notamment des jeunes majeurs scolarisés, est resté un des chevaux de bataille de Claude Guéant, imposant de poursuivre réactions rapides et mobilisation de fond contre les idées de la droite extrême. Dans l'Éducation, les attaques se poursuivent s'amplifient. Le budget de l'an prochain prévoit la suppression de 14 000 postes, ce qui fera pour le quinquennat 2007-2012 80 000 postes en moins : un véritable plan social comparable à celui subi par la sidérurgie dans les années 80 ! Principales victimes de ces suppressions : les élèves, et en premier lieu les plus en difficulté. Ces suppressions entrent en cohérence avec d'autres mesures éducatives : fin du soutien spécialisé (RASED), de la scolarisation des tout petits, autonomie et mise en concurrence des établissements, individualisation des « enseignements », destruction de la formation, et mise au pas des personnels à coups d'injonctions, de profilage de postes, d'exigences de flexibilité des missions et des horaires... : c'est l'ensemble du système éducatif comme service public qui est remis en cause ! De nouvelles régressions sont en cours avec la mise en place des ECLAIR et des écoles du socle ; d'autres menaces se profilent aussi au niveau des personnels, avec la remise en cause de leur statut sous prétexte de débat sur les rythmes scolaires...

Dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche, la nouvelle réforme de la licence privilégie les compétences valorisables immédiatement sur le marché du travail au détriment des perspectives de poursuite d'études et des connaissances. Le nouvel appel à projets « d'excellence » amplifie, au nom de l'urgence, les restructurations universitaires à marche forcée et sans débat sur l'intérêt général : il s'agit d'imposer partout le modèle managérial, et de faire des économies en cantonnant les universités recalées au rôle de « pôle universitaire de proximité » (sans lien avec la recherche). Voilà autant de raisons de poursuivre et d'organiser les résistances et de participer activement à la grève unitaire du 27 septembre de l'Éducation pour mettre en échec une politique mortifère qui exclut un peu plus les plus fragiles ! Cette grève qui s'appuie sur une opinion publique contestant la régression organisée par le gouvernement doit s'articuler dans un plan de lutte contre les politiques d'austérité qui touchent l'ensemble de salariés, contre les conséquences dramatiques de la RGPP dans la Fonction Publique.

**« Cela suffit ! Comme l'a dit l'intersyndicale interprofessionnelle en appelant à une journée d'action le 11 octobre. Le dire ne suffira pas. S'indigner, c'est bien, se mobiliser tous ensemble et fortement c'est mieux ! »
Comment penser le faire efficacement sans grèves ?**